



Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937 - octobre 1938)

Nathan Rousselot

► To cite this version:

Nathan Rousselot. Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937 - octobre 1938). *Relations internationales*, 2017, n° 170 (2), 10.3917/ri.170.0009 . halshs-02614619

HAL Id: halshs-02614619

<https://shs.hal.science/halshs-02614619>

Submitted on 21 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l’ambassade d’Eirik Labonne (octobre 1937 – octobre 1938)

Les 17 et 18 juillet 1936, se produisait en Espagne un soulèvement militaire contre la Seconde République. En raison de son échec à Madrid, Barcelone, Valence, Saint-Sébastien et Bilbao, les principaux centres industriels espagnols, le coup d’État manqué se transforma en un conflit civil qui dura près de trois ans. Le conflit prit très vite une dimension internationale, notamment avec les fournitures d’armes aux insurgés par l’Allemagne et l’Italie à partir des 28 et 29 juillet 1936 ainsi que, dans une moindre mesure, par le Portugal et l’Irlande, et de la sollicitation de la République espagnole pour en obtenir, de son côté, auprès du gouvernement français, le 20 juillet¹. Afin de s’assurer l’alliance britannique, et sous la pression des principaux responsables du Quai d’Orsay, ce dernier refusa d’accéder à la demande du gouvernement légal de l’Espagne et instaura la politique de non-intervention dans le but affiché d’éviter un embrasement général². En dépit de ce pacte, le conflit civil espagnol allait se retrouver au cœur des tensions européennes de la fin des années 1930³.

Les implications internationales de la guerre civile espagnole ont été amplement étudiées par l’historiographie récente relative au conflit. Cependant, les études se sont principalement concentrées sur le contexte européen général et sur les politiques nationales adoptées par les différents gouvernements selon une logique centrée sur les politiques d’État et sur leurs décideurs – chefs de gouvernement, chefs des administrations, ceux que Pierre Guillen qualifie de « premiers rôles⁴ ». Pour autant, l’historiographie des relations internationales connaît depuis quelques années une

1. La demande de l’Espagne était fondée sur le traité commercial signé avec la France en 1935.

2. Renaud Meltz, « Les diplomates français et l’opinion publique dans l’entre-deux-guerres : le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », <https://upf-pf.academia.edu/RenaudMeltz>. Site consulté en juillet 2016.

3. Enrique Moradiellos, *El Reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Barcelone, Península, 2001.

4. Pierre Guillen, « Les acteurs des relations internationales : état de la question et méthodologie, l’historiographie française », *Bulletin d’histoire contemporaine de l’Espagne*, 1999, n° 28-29, pp. 15-22.

inflexion vers l'étude des « seconds rôles » – ceux qui exécutent une décision, tout en y appliquant parfois leur marque –, notamment par une revalorisation du genre biographique⁵, mais aussi par un recentrage sur l'appareil diplomatique en lui-même⁶. Ainsi, s'amorce-t-il en France une « nouvelle histoire diplomatique » ou une « histoire des pratiques diplomatiques » fondées sur « l'écriture d'une histoire matérielle, culturelle, anthropologique de la diplomatie » et sur une « réflexion renouvelée sur ses enjeux, ses moyens et les hommes qui l'animent »⁷. Cette approche a pu amener à considérer l'ambassade comme un nouvel objet d'étude, comme ce fut le cas pour Marion Aballéa qui s'est attachée dans son travail pionnier sur l'ambassade de France à Berlin de 1871 à 1933, à l'étude des conditions sur le terrain du métier de diplomate dans un contexte d'hostilité et de rivalité internationale⁸.

L'historiographie sur la politique espagnole de la France de 1936 à 1939 s'est évidemment inscrite dans cette évolution récente, avec notamment les biographies qu'Yves Denéchère et Anne-Aurore Inquimbert ont respectivement consacrées à Jean Herbette, ambassadeur en Espagne de 1931 à octobre 1937, et à Henri Morel, attaché militaire de l'ambassade durant tout le conflit civil, mais aussi à travers le mémoire de Pauline Deffois sur la représentation consulaire française en Espagne⁹. Cependant, l'ambassade en tant que telle n'a pas été, jusqu'à présent, l'objet d'une étude qui lui serait entièrement dédiée. Or, aborder la question de la politique espagnole de la France à travers le prisme de son ambassade peut s'avérer intéressant à plusieurs égards. En effet, la guerre civile a de sérieuses répercussions sur l'organisation même de l'ambassade ainsi que sur ses tâches principales – d'information, de protection et de représentation – qui se trouvent impactées par le déroulement même du conflit qui rend les communications aléatoires et difficiles, mais aussi par l'émergence de nouvelles

5. Nous pensons notamment à Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988). Une vie de diplomate*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005 ; Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 ; Stanislas Jeannesson, *Jacques Seydoux, diplomate (1870-1929)*, Paris, PUPS, 2012.

6. En particulier Laurence Badel, « Les acteurs de la diplomatie économique de la France au xx^e siècle : les mutations du corps des attachés commerciaux (1919-1950) », *Relations internationales*, 2003, n° 114, pp. 189-211 ; et Isabelle Dasque, « La diplomatie française au lendemain de la Grande Guerre. Bastion d'une aristocratie au service de l'État ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2008, n° 99, pp. 33-49.

7. Jean-Claude Allain, Laurence Badel, « L'appareil diplomatique », in Robert Frank (dir.), *Pour une nouvelle histoire des relations internationales*, Paris, Puf, 2012, pp. 475-510. L'ouvrage collectif de Laurence Badel, Gilles Ferragu, Stanislas Jeannesson, Renaud Meltz, *Écrivains et Diplomates. L'invention d'une tradition. XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, 2012, participe ainsi de cette relecture culturelle de l'histoire diplomatique.

8. Marion Aballéa, *Un exercice de diplomatie chez l'ennemi : l'ambassade de France à Berlin, 1871-1933*, thèse de doctorat de l'université de Strasbourg et de l'université de Genève, 2014, prix de thèse Jean-Baptiste Duroselle 2015.

9. Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2003 ; Anne-Aurore Inquimbert, *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, PUR-SHD, 2009 ; Pauline Deffois, *Les Consuls de France en Espagne dans la tourmente de la guerre civile (juillet 1936 - mars 1939)*, mémoire de master, université d'Angers, 2002.

problématiques : la question des interventions étrangères, la médiation internationale. Il s'agit donc finalement d'étudier plus précisément ce que signifie être diplomate dans un pays en proie à la guerre civile dans les années 1930, tout en s'attachant à décrypter la marge de manœuvre et l'influence dont dispose un diplomate de terrain en position de « second rôle », c'est-à-dire d'exécutant de la politique élaborée par le Quai d'Orsay et le gouvernement français. Pour mener à bien cette étude, nous avons décidé de nous centrer sur l'ambassade d'Eirik Labonne¹⁰.

LE BILAN DE L'AMBASSADE DE JEAN HERBETTE

Lorsqu'Eirik Labonne est nommé à la tête de la représentation française en Espagne républicaine, le 2 octobre 1937, il prend les rênes d'un poste entièrement désorganisé par la gestion de l'ambassadeur précédent, Jean Herbette. Il convient d'en rappeler le bilan pour comprendre la tâche qui attend Labonne.

La situation exceptionnelle de la guerre civile espagnole a des répercussions territoriales, avec la division durable de l'Espagne. En outre, les combats de l'été 1936, qui surprennent l'ambassade à Saint-Sébastien, où elle s'était installée pour la *Jornada*, la retraite estivale du corps diplomatique, poussent cette dernière à se réfugier sur la côte basque française, à Saint-Jean de Luz et Ciboure, dès le 22 août 1936¹¹. Jean Herbette y demeure jusqu'à son rappel en octobre 1937. Dès lors, la représentation diplomatique française est assurée par l'envoi de chargés d'affaires *ad interim* en Espagne républicaine, une mesure tout à fait inhabituelle puisque cette fonction ne s'applique théoriquement que lorsque le chef de la mission diplomatique s'absente de son poste. Quatre chargés d'affaires sont donc nommés durant la période, à Madrid puis à Valence : René Bonjean, secrétaire d'ambassade, le 4 août 1936 ; Emmanuel Neuville, consul à Madrid, le 31 octobre 1936 ; Jean-Baptiste Barbier, conseiller d'ambassade, le 28 décembre 1936 ; et enfin Jean Payart, conseiller d'ambassade, le 13 mai 1937. On assiste à un véritable dédoublement de l'ambassade puisque les chargés d'affaires doivent assurer les prérogatives de l'ambassadeur, notamment en ce qui concerne la prise de contact avec le gouvernement républicain et son administration¹². L'impression d'éclatement des services de l'ambassade est encore renforcée par la dispersion des services attachés. Ainsi, l'attaché commercial, Louis Tisseau, réside-t-il successivement à Madrid, Paris et Valence. Il en va de même pour la mission militaire : Henri Morel, l'attaché militaire, réside

10. Cet article est issu de notre mémoire de master de l'université de Nantes, 2015, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936 – février 1939)*, prix de Master Jean-Baptiste Duroselle, 2016.

11. Centre des archives diplomatiques de Nantes (ci-après : CADN), fonds de l'ambassade à Madrid (désormais : Madrid), série B, 569, tél. n° 1063 d'Herbette au Département, 21 août 1936.

12. CADN, Madrid, B, 569, instructions données par Herbette à Bonjean, 4 août 1936.

à Madrid puis à Valence, tandis que l'attaché naval, Raymond Moullec, reste aux côtés de l'ambassadeur à Saint-Jean de Luz.

Cet éclatement de l'ambassade a des sérieuses conséquences sur le fonctionnement du poste. Le volume des correspondances augmente considérablement, puisque les différents services de l'ambassade doivent communiquer entre eux par télégrammes ou valise diplomatique, parfois pour de simples questions de service. En outre, l'évolution constante du conflit et la nécessité de se tenir informé engendrent une recrudescence de la correspondance en provenance notamment des consuls et du Quai d'Orsay. Les diplomates de l'ambassade croulent sous le courrier, qu'il faut souvent déchiffrer. C'est du moins ce dont se plaint Jean-Baptiste Barbier qui se dit débordé de travail¹³. Mais la conséquence la plus grave est celle de la marginalisation, *in fine*, de l'ambassadeur lui-même. En effet, en raison de la localisation même de l'ambassade et en dépit de la présence des chargés d'affaires, les consulats de la zone républicaine communiquent au Quai d'Orsay des informations politiques sans passer par l'ambassade qui, en temps normal, doit récolter ces informations, les recouper, les synthétiser et les transmettre au Département. C'est ce qui pousse d'ailleurs Pauline Deffois à constater un accroissement du pouvoir et des prérogatives de consuls durant la guerre civile¹⁴. En outre, la marginalisation de l'ambassadeur intervient également au sein même du poste diplomatique, puisque l'attaché militaire, qui se plaint par ailleurs d'être laissé sans instructions de son supérieur hiérarchique, adresse ses rapports directement à son ministère, en contradiction totale avec les usages diplomatiques¹⁵.

Mais la marginalisation de l'ambassade s'effectue également dans ses relations avec la République espagnole. En effet, Jean Herbette se révèle assez vite favorable au rapprochement avec les insurgés¹⁶. Dès lors, il cherche à réorienter la politique espagnole du gouvernement français jusqu'à poser les prémices d'une diplomatie parallèle. Il multiplie ainsi les rencontres avec des représentants insurgés, dont José Antonio Sangroniz, le chef du cabinet diplomatique du général Franco¹⁷. Dans ce contexte, le gouvernement républicain ne peut se satisfaire de son maintien à la tête de la représentation française ni de l'absence d'un ambassadeur en Espagne. Comme il est inenvisageable qu'Herbette retourne en Espagne, le gouvernement de Juan Negrín, le président du Conseil espagnol du 17 mai 1937 au 31 mars 1939, s'emploie dès lors à obtenir son remplacement. Ainsi, à la mi-juin 1937, le Président du Conseil fait-il savoir à Jean Payart que les membres de son cabinet « n'entreraient désormais en rapports

13. Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, L'Alveare, 1951, p. 614.

14. Pauline Deffois, *op. cit.*, pp. 22-23, 56 *sq.* et 192.

15. CADN, Madrid, B, 570, tél. n°s 49 et 50 de Maurice Marcassin à Herbette, Valence, 17 décembre 1936 ; *ibid.*, 555, tél. n°s 568 et 569 du ministère de la Guerre à Herbette, Paris, 21 août 1936.

16. Yves Denéchère, *op. cit.*, p. 268.

17. *Ibid.*, pp. 298 *sq.*

qu'avec le Chef de mission régulièrement accrédité en Espagne¹⁸ ». Malgré la promesse répétée d'Yvon Delbos et de Camille Chautemps de remplacer prochainement Herbette dans le but d'améliorer les relations entre les deux pays, le gouvernement républicain entend néanmoins maintenir la pression sur son voisin français¹⁹. De nombreuses difficultés perdurent alors dans le travail des représentants français en Espagne, notamment au sujet de l'évacuation des « asilés » du lycée français de Madrid²⁰, ou la collecte de renseignements sur les interventions étrangères et le matériel de guerre allemand et italien²¹. Aussi, quand Jean Herbette se compromet dans l'affaire Troncoso en septembre 1937, en prenant la défense de ce commandant insurgé qui échoue à s'emparer d'un sous-marin républicain à Brest, est-il finalement destitué par Yvon Delbos qui l'informe le 2 octobre 1937 de son remplacement par Eirik Labonne²².

UNE REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE À REPRENDRE EN MAIN

Eirik Labonne est un diplomate expérimenté lorsqu'il prend son poste en Espagne. Né en 1888 dans une famille bourgeoise protestante, il pourrait correspondre à la description que Renaud Meltz fait de l'équipe Léger à la tête du Quai d'Orsay, composée de « bourgeois protestants, plutôt fortunés et d'un libéralisme tempéré²³ ». Issu de l'École des sciences politiques, la « couveuse » du Quai d'Orsay²⁴, Labonne n'intègre cependant pas tout de suite la Grande Carrière. Extérieur aux milieux diplomatiques, il ne dispose probablement pas des recommandations nécessaires, et s'oriente

18. Archives du Ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (ci-après : AMAE-La Courneuve), fonds du Personnel, Dossiers individuels de carrière, 4^e série, dossier de Jean Payart, note de Jean Payart, Paris, 30 juin 1937. Il s'agit aussi de s'assurer d'une réorientation plus générale de la politique espagnole de la France, qui permettrait notamment le libre transit des armes par la frontière de Catalogne. Après un bref retour de Payart à Paris, durant lequel il s'entretient avec l'ambassadeur espagnol, le chargé d'affaires retourne cependant à Valence en juillet et peut s'entretenir de nouveau avec les membres du gouvernement républicain.

19. Javier Rubio, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, pp. 251 sq.

20. La France évacue ainsi durant la guerre civile près de 2 750 Espagnols fuyant la répression de la zone républicaine, dont près de 900 sont hébergés au lycée français de Madrid. Cependant, ces évacuations suscitent de nombreuses difficultés avec les autorités républicaines, notamment en ce qui concerne les hommes en âge de prendre les armes – de 18 à 45 ans – et les militaires. Antonio Manuel Moral Roncal, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008.

21. Henri Morel, par exemple, est contraint, du fait des difficultés créées par les autorités militaires espagnoles, de se procurer des photographies du matériel de guerre étranger auprès d'un journaliste français. Service Historique de la Défense (ci-après : SHD), État-Major de l'Armée (ci-après : EMA), 7N 2755, rapport n° 440 d'Henri Morel au ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, Valence, 12 avril 1937.

22. Yves Denéchère, *op. cit.*, pp. 305 sq.

23. Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*

24. *Idem.*

donc dans un premier temps vers la carrière consulaire. Cependant, ses compétences en russe – il est passé par l'École des langues orientales – et en matière financière, ainsi que son amitié avec Alexis Léger et la protection de Philippe Berthelot qu'il rencontre avant la Grande Guerre au service des communications à la direction des affaires politiques et commerciales, l'amènent à occuper des fonctions diplomatiques importantes. Il œuvre ainsi au rapprochement franco-soviétique depuis le cabinet d'Édouard Herriot qu'il rejoint en 1924. De cette collaboration naît une solide amitié avec le dirigeant radical dont l'appui s'avère décisif. Sa nomination en Espagne républicaine serait en effet liée à une intervention d'Herriot²⁵. De manière générale, Labonne évolue dans l'orbite radicale, comme en témoignerait également son amitié avec Geneviève Tabouis, journaliste à *L'Œuvre*²⁶. Aussi, sa nomination comme ambassadeur à Barcelone a-t-elle de quoi satisfaire le gouvernement républicain : il s'agit d'un diplomate expérimenté qui a l'oreille du secrétaire général du Quai d'Orsay, son vieil ami, mais qui est également proche de la frange du parti radical favorable à la République espagnole²⁷. En même temps, ces relations laissent déjà présager un réengagement en demi-teinte : son amitié avec Alexis Léger, véritable instaurateur de la politique de non-intervention, mais aussi avec Édouard Herriot et Geneviève Tabouis, qui ont défendu dès le début cette politique si néfaste pour les républicains, en limite déjà la portée²⁸.

Mais Labonne doit d'abord s'atteler à une tâche plus prosaïque : celle de réorganiser la représentation diplomatique française. En effet, le retour d'un ambassadeur en Espagne implique le regroupement du personnel diplomatique à Barcelone, où le gouvernement républicain s'est transporté. C'est notamment ce que suggère Jean Payart le 1^{er} novembre 1937 :

La Mission diplomatique française en territoire espagnol n'a disposé jusqu'ici que de moyens inadéquats à son fonctionnement normal. C'est ainsi par exemple qu'elle ne compte ni consul-adjoint, ni chiffreur-secrétaire-archiviste [...]. Son manque d'élasticité, du fait de l'insuffisance de son personnel surtout subalterne, ne lui permet pas à la fois de faire face aux nombreuses difficultés imprévues à résoudre et de répondre d'une manière satisfaisante aux nécessités de son activité régulière²⁹.

C'est d'ailleurs Payart qui, en l'absence de Labonne qui n'arrive à Barcelone que le 20 novembre 1937, s'occupe du regroupement du per-

25. Archivo General de la Administración (ci-après : AGA), fonds Barcelona, RE.135, lettre d'Ángel Ossorio y Gallardo à José Giral, Paris, le 15 octobre 1937.

26. *Idem*.

27. Afin d'aller plus loin que le portrait que Jacques Vimont livre de Labonne dans Jean Baillou (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, Paris, CNRS, 1984, t. 1, pp. 529 *sq.*, nous nous sommes appuyés sur AMAE-La Courneuve, Personnel, 4^e série, dossier d'Eirik Labonne (ci-après : Dossier Labonne), et sur Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, *op. cit.*, pp. 154 et 223.

28. Renaud Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres », *op. cit.*

29. CADN, Valence, B, 53, tél. n° 583 de Jean Payart au Département, Valence, 1^{er} novembre 1937.

sonnel diplomatique à la villa Torre Vilana, dans la capitale catalane³⁰. Les membres de l'ambassade s'y déplacent ainsi « en échelon de manière à éviter toute interruption de service » depuis Valence, puis Saint-Jean de Luz³¹. Un poste diplomatique complet se réorganise donc à Barcelone, rassemblant l'ensemble des services attachés. Ainsi, la mission militaire est enfin réunie, avec le retour du commandant Moullec en zone républicaine, et même renforcée progressivement, avec la nomination d'un attaché de l'air, le lieutenant-colonel Félix Quir-Montfollet, et celle d'un attaché militaire adjoint, le lieutenant Marteau. Seul René Bonjean demeure à Saint-Jean de Luz pour assurer un contact entre l'ambassade, la zone occidentale et le reste du corps diplomatique accrédité en Espagne qui demeure sur la côte basque française. Mais cette réorganisation comprend aussi un remplacement d'une partie du personnel. Jean Payart, conseiller d'ambassade mais aussi Jacques Pâris et François Arnould, respectivement deuxième et troisième secrétaires, sont ainsi remplacés durant les premiers mois de la mission de Labonne. Le fonctionnement du poste en est fortement affecté comme le souligne l'ambassadeur lui-même : « Cette situation m'amène à consacrer personnellement des journées entières aux plus humbles besoins administratives et matérielles et le service politique ne s'en trouve pas favorisé³². »

Par ailleurs, Eirik Labonne entend s'imposer à la tête de la représentation française. Il met tout d'abord fin à l'autonomie dont disposaient les services attachés, en exerçant son droit de regard et sa tutelle sur les rapports de ses collaborateurs, ce qui est parfois vécu comme une ingérence par l'attaché militaire³³. Ensuite, il rappelle aux consuls que l'analyse politique et militaire est du ressort de l'ambassade qui est seule habilitée à communiquer des rapports politiques au Quai d'Orsay. Il impose ainsi la centralisation de la correspondance consulaire provenant de l'Espagne républicaine à Barcelone, rappelant à l'ordre en particulier le consul de Madrid, Jacques Pigeonneau³⁴.

Parallèlement à la réorganisation de ses services, Labonne doit aussi renouer les relations avec le gouvernement républicain. Il doit surtout trouver un équilibre entre la défense de la politique de non-intervention, qu'il ne récuse pas, et les attentes républicaines. Une position ambiguë qui apparaît dès la cérémonie de remise des lettres de créance, le 11 décembre 1937. L'ambassadeur cherche en effet à diminuer la portée politique de son retour en Espagne en présentant « un projet d'allocution assez vague

30. Cette villa, aux « dimensions d'un petit palais », a été choisie par l'attaché militaire pour accueillir un poste diplomatique complet dans les meilleures conditions de sécurité, notamment grâce à la présence d'un mur d'enceinte et d'un abri contre les bombardements. *Ibid.*, lettre d'Henri Morel à Jean Payart, Valence, 2 novembre 1937.

31. *Ibid.*, tél. de Jean Payart au Département, Valence, le 5 novembre 1937.

32. CADN, Madrid, B, 591, tél. n° 15 d'Eirik Labonne au Département, Barcelone, 12 janvier 1938.

33. Anne-Aurore Inquimbert, *op. cit.*, p. 204.

34. CADN, Madrid, B, 582, tél. n° 49 à 51 de Labonne à Jacques Pigeonneau, Barcelone, 5 août 1938.

et éteint et de nature à donner la moindre prise à des évocations politiques brûlantes³⁵ ». Le président de la République espagnole, Manuel Azaña, ne s'en satisfait évidemment pas : « Le discours de l'ambassadeur n'a pas de quoi nous réjouir, surtout pour ce qu'il tait. Il semble pensé dans un esprit de médiation³⁶. » Les républicains veulent donc donner à cette cérémonie une tonalité bien plus politique. De fait, la réponse d'Azaña, « d'une étendue démesurée, n'a rien d'un document protocolaire. Il s'agit d'un manifeste, d'un plaidoyer pro domo appelé à la plus large diffusion³⁷ ». En outre, la cérémonie s'annonce grandiose :

Suivant l'ordonnance de ce programme, les plus belles automobiles de la Présidence viendront me prendre à l'Ambassade [...]. Tout au long des six kilomètres de chemin prévu jusqu'au Palais de Pedralbes, le cortège sera escorté par des cuirassiers en "uniformes étincelants". Au palais même, [...] une garde nombreuse, revêtue également de brillants uniformes de l'ancien temps, et avec musique, rendra les honneurs.

On est loin de la « cérémonie modeste » souhaitée par Labonne qui, par « crainte de mécontenter les organisateurs », se résout néanmoins « à prendre la place éminente qui [lui] est dévolue dans cet étonnant épisode du drame espagnol », remplaçant cependant son costume d'ambassadeur par une simple « jaquette ».

Ainsi, Labonne se contente-t-il, dans un premier temps, de multiplier les entretiens cordiaux avec le président du Conseil, Juan Negrín, et le ministre d'État, José Giral, pour lesquels il nourrit une profonde admiration, en partie inspirée par son attaché militaire³⁸. Il recueille les sollicitations régulières de ses interlocuteurs, notamment en ce qui concerne la fourniture en armements, qu'il se contente de transmettre au Quai d'Orsay :

M. Negrín aborde méthodiquement ces sujets et leur donne le plus large développement. Il tient à m'exposer entièrement, dans leur fond et dans leurs motifs, la doctrine et les vues du Gouvernement espagnol. Et il désire sans nul doute que ces vues soient connues de Votre Excellence³⁹.

Labonne s'en tient donc à la politique de non-intervention ; il suggère tout au plus, semble-t-il, d'accorder le libre transit des armes soviétiques lorsqu'il donne l'assurance « que dans les limites imparties à la France par ses engagements internationaux, [il ne manquera] pas de favoriser de [son]

35. AMAE-La Courneuve, Correspondance Politique et commerciale (ci-après : CPC), Z-Europe, Espagne 1930-1940, 138, dépêche n° 254 de Labonne au Département, Barcelone, 9 décembre 1937.

36. Manuel Azaña, *Obras completas*, Madrid, Taurus-Santillana, 2008, vol. 6, p. 571. Les citations extraites d'ouvrages ou de documents espagnols ont été traduites par nos soins.

37. Cette citation et les suivantes relatives à cette cérémonie de la remise des lettres de créance de Labonne sont extraites de : AMAE-La Courneuve, Z-Europe, Espagne, 138, dépêche n° 254 de Labonne au Département, 9 décembre 1937.

38. Anne-Aurore Inquimbert, *op. cit.*, pp. 203 et 204.

39. CADN, Madrid, B, 585, dépêche n° 44 de Labonne au Département, 26 janvier 1938.

mieux le mouvement ferroviaire et routier » à la frontière catalane⁴⁰. C'est pourquoi Juan Negrín préfère contourner l'ambassade en s'adressant directement à Camille Chautemps à Paris pour obtenir la réouverture effective de la frontière en janvier 1938⁴¹. Pour autant, l'ambassade va bénéficier des efforts entrepris par les républicains pour imprimer une réorientation à la politique française. Ainsi, d'octobre 1937 à janvier 1938, tous les « asilés » hors d'âge militaire sont évacués vers la France. Si Labonne n'a pas grand-chose à voir dans les négociations menées par Jean Payart et le gouvernement français depuis l'été précédent⁴², sa nomination en Espagne a très certainement facilité ces évacuations. Par ailleurs, c'est lui qui obtient de José Giral l'évacuation en urgence vers la France des « asilés » d'âge militaire à bord de deux navires de guerre, *L'Épervier* et *La Palme*, le 16 mars 1938 alors que l'on craint des représailles après un bombardement meurtrier sur Barcelone⁴³. Enfin, concernant les renseignements militaires, l'ambassade bénéficie également de la nouvelle configuration politique, avec la venue de deux missions techniques françaises en février 1938 chargées d'observer le matériel étranger capturé par les républicains. Encore une fois, l'ambassade profite des concessions intéressées que le gouvernement espagnol lui accorde dans le but d'obtenir une aide matérielle française, comme le rappelle Morel qui juge, pour sa part, opportun d'envisager d'éventuelles concessions en retour :

M. Prieto offre et ne demande rien. Je ne suis pour rien dans ce revirement. Le Ministre de la Défense avait à dire quelque chose et j'étais là. Aussi dois-je vous rendre compte de son amabilité. Amabilité à coup sûr calculée : on en sent le prix et elle ne donne nulle joie [...]. Il a jugé opportun de faire le premier pas : profitons-en. Il ne fera peut-être pas le troisième, si nous ne faisons pas le second⁴⁴...

Beaucoup de difficultés trouvent donc une solution sous l'ambassade de Labonne en raison de la volonté du gouvernement républicain d'obtenir une réorientation de la politique espagnole de la France. C'est ce que souligne Antonio Manuel Moral Roncal à propos de l'évacuation des « asilés » :

L'ambassade de France eut en sa faveur son propre caractère de mission diplomatique d'un pays situé stratégiquement sur le chemin des ravitaillements militaires vitaux du Front populaire espagnol et, par conséquent, d'une nation avec laquelle il n'était pas opportun de maintenir des tensions ou des incidents diplomatiques⁴⁵.

C'est cette passivité de l'ambassade qui pousse certainement Juan Negrín à considérer « que ce dont il s'agissait toujours, c'était d'obtenir

40. *Ibid.*, dépêche n° 234 de Labonne au Département, 27 novembre 1937.

41. Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, Barcelone, Península, 2006, p. 324.

42. Javier Rubio, *op. cit.*, pp. 252 sq.

43. CADN, Madrid, B, 591, tél. n° 126 d'Eirik Labonne au Département, Barcelone, 16 mars 1938.

44. SHD, EMA, 7N 2755, rapport n° 15 d'Henri Morel au Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, Barcelone, 29 janvier 1938.

45. Antonio Manuel Moral Roncal, *op. cit.*, p. 357.

tout pour la France sans faire la plus minimale concession pour sa part⁴⁶ ». Mais, il ne faut pas non plus enlever tout mérite à Eirik Labonne. Sa personnalité a très probablement permis une nette amélioration des rapports diplomatiques entre la France et la République espagnole comme le reconnaît Julio Alvarez del Vayo :

Lorsque M. Eirik Labonne fut nommé ambassadeur de France, la longue période pendant laquelle la France n'avait pratiquement pas été représentée en Espagne prit fin, et les questions mineures mais irritantes qui restaient depuis longtemps pendantes trouvèrent leur solution naturelle⁴⁷.

Quant aux questions majeures, les solutions attendues par le gouvernement républicain restent compromises par le cadre de la non-intervention qui contraint la politique d'Eirik Labonne et la limite à la recherche d'une médiation internationale.

UNE ACTION POLITIQUE MARQUÉE PAR LA RECHERCHE D'UNE MÉDIATION INTERNATIONALE

L'idée d'une médiation internationale est antérieure à la nomination d'Eirik Labonne. On la doit, semble-t-il, à Manuel Azaña qui dépêche à cet effet Pere Bosch Gimpera, recteur de l'université de Barcelone, à Londres dès octobre 1936⁴⁸. L'idée fut très vite reprise par Yvon Delbos, qui suggère à Charles Corbin, ambassadeur de France à Londres, un projet de médiation franco-britannique qui, selon Luis Araquistain, aurait été conçu par Édouard Herriot⁴⁹. Le projet est cependant ajourné, notamment en raison de l'opposition franche de Jean Herbette qui considérait que la « recherche d'une "paix blanche" est aussi futile dans l'Espagne d'aujourd'hui qu'elle l'était dans l'Europe d'il y a vingt ans » et qu'il « y aura des vainqueurs et des vaincus »⁵⁰. La nomination d'Eirik Labonne, proche d'Herriot et de Léger, remet alors l'option médiatrice au cœur de la politique espagnole de la France.

De fait, le nouvel ambassadeur consacre l'une de ses premières dépêches à l'étude de cette option, avant même de remettre ses lettres de créance. Il estime, sans avoir encore abordé la question avec ses interlocuteurs, que les républicains ne repoussent « ni d'emblée ni catégoriquement les propos médiateurs⁵¹ ». Avant de s'en ouvrir à José Giral ou Juan Negrín, il charge

46. Archivo Histórico Nacional (ci-après : AHN), fonds Marcelino Pascua, 9, lettre de Julio Álvarez del Vayo à Marcelino Pascua, Barcelone, 15 avril 1938.

47. Julio Álvarez del Vayo, *Les Batailles de la liberté*, Paris, François Maspéro, 1963, p. 263.

48. Enrique Moradiellos, *Don Juan Negrín*, op. cit., p. 296.

49. AHN, fonds Luis Araquistain, 76, note sur la « Proposition franco-britannique de médiation dans la guerre d'Espagne ». Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1979, p. 318.

50. CADN, Madrid, B, 559, dépêche n° 709 de Herbette au Département, 21 juillet 1937.

51. *Ibid.*, 587, dépêche n° 235 de Labonne au Département, 29 novembre 1937.

Henri Morel de sonder à ce sujet le sous-secrétaire à la Guerre, Fernández Bolaños, dont il a la confiance et qui estime que « personne autour de lui ne repousse le principe d'une médiation, mais qu'actuellement, on peine à concevoir les conditions de sa réalisation⁵² ». Il faut attendre le 21 février 1938 pour qu'Eirik Labonne aborde cette question avec le président de la République, Manuel Azaña, qui se propose, officieusement, de l'aider dans son action en faveur d'une médiation⁵³.

Mais ce n'est qu'après l'effondrement du front républicain en Aragon au début du mois de mars 1938 que l'ambassadeur entreprend officiellement une démarche médiatrice, face à un José Giral désemparé par les événements militaires. Alors que le Ministre d'État lui fait part des doutes d'une partie du gouvernement espagnol sur les capacités de résistance de la République, Labonne, convaincu de la prochaine défaite de l'Espagne républicaine, défend « l'opportunité d'une immédiate tentative de médiation⁵⁴ ». Il hypothèque ainsi les efforts de Juan Negrín qui, en voyage à Paris, s'efforce d'obtenir du gouvernement français l'envoi d'armements⁵⁵. L'obsession de l'ambassadeur pour la médiation a donc de graves conséquences pour la République espagnole.

Conscient que « le Président Azaña, M. Giral, M. Prieto lui-même et la majorité des membres du gouvernement ne voudraient pas laisser passer l'occasion ou même la chance de parvenir à l'arrêt de la guerre civile⁵⁶ », il n'hésite pas en effet à jouer de la division des autorités républicaines. Il suggère ainsi de décliner les demandes d'aide de Negrín au profit d'une action conciliatrice franco-britannique, estimant que « ceci renforcerait la situation d'attente de médiation, ses partisans, ses chances et peut-être la capacité de résistance de l'armée⁵⁷ ». Un avis que ne partage pas l'attaché militaire : ce dernier écrit à son supérieur au deuxième bureau que « l'Ambassadeur, connaissant mal l'ambiance espagnole surtout militaire, anticipe sur les événements » et lui demande de le faire savoir « à qui de droit de façon discrète », avant de défendre devant Léon Blum, le 20 mars 1938, l'intervention française en Espagne⁵⁸.

En outre, Eirik Labonne rencontre secrètement, le 31 mars 1938, Manuel Azaña, qui lui fait part de son opposition à la stratégie de résistance à outrance adoptée par le président du Conseil espagnol⁵⁹. L'indiscrétion de l'ambassadeur provoque une crise ministérielle qui débouche sur

52. SHD, EMA, 7N 2755, rapport n° 564 d'Henri Morel au Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, 12 décembre 1937.

53. CADN, Madrid, B, 591, tél. n°s 72 et 73 d'Eirik Labonne au Département, Barcelone, 22 février 1938.

54. *Ibid.*, tél. n°s 100 à 106 de Labonne au Département, 14 mars 1938.

55. Ángel Viñas, *El Honor de la República. Entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelone, Crítica, 2009, pp. 264 sq.

56. CADN, Madrid, B, 591, tél. n°s 112 à 118 de Labonne au Département, 15 mars 1938.

57. *Ibi.*, tél. n°s 140 et 141 de Labonne au Département, 17 mars 1938.

58. SHD, EMA, 7N 2755, lettre de Morel au lieutenant-colonel Gauché, 16 mars 1938 ; Anne-Aurore Inquimbert, *op. cit.*, pp. 213 sq.

59. CADN, Madrid, B, 585, dépêche n° 184 de Labonne au Département, 1^{er} avril 1938.

l'expulsion des partisans de la médiation du gouvernement Negrín, le 5 avril 1938. Julián Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur, attribue ainsi directement la responsabilité du renvoi d'Indalecio Prieto à Eirik Labonne, qui répondait aux demandes d'aide du Président du Conseil en le renvoyant au défaitisme de son ministre de la Défense nationale⁶⁰.

Le nouveau gouvernement qui se met en place à Barcelone à partir d'avril 1938 semble enterrer définitivement l'option médiatrice. C'est ce que constate avec amertume et déception Labonne après un entretien avec le nouveau ministre d'État, Julio Álvarez del Vayo :

L'Espagne traditionnelle se retrouve dans ces Espagnols rouges, dans leur horreur du compromis, dans leur volupté obsidionale, dans leur instinct de chercher les solutions par les voies de la violence et de la mort⁶¹.

C'est que l'ambassadeur, animé d'un anticomunisme certain, redoute l'établissement d'un gouvernement de terreur, appuyé sur le Parti communiste espagnol (PCE), que cacherait la résistance à outrance de Juan Negrín. Selon lui, « Toute recherche ou prétention de régime démocratique est abandonnée⁶² ». Labonne va même jusqu'à inclure la République espagnole dans « les régimes totalitaires ou quasi-totalitaires⁶³ ». Ainsi, persuadé de sa prochaine défaite en Catalogne, il prépare son abandon diplomatique puisqu'il propose, en cas de départ du gouvernement de Barcelone pour le sud de l'Espagne, de « [se] rendre d'abord à Port-Vendres, d'y examiner la situation et de conférer avec [le ministre des Affaires étrangères] avant de prendre une nouvelle détermination⁶⁴ ». On est loin du discours favorable à la République qui ressortait jusque-là de ses communications.

Son opinion très hostile à la politique du gouvernement républicain évolue néanmoins progressivement pour s'adoucir à partir du mois de mai. La publication du programme en treize points de Negrín y contribue en partie. Labonne considère en effet que cet « ensemble, savamment articulé autour de l'idée centrale de liberté, est de nature à rassurer l'opinion internationale, à confirmer les sympathies des démocraties » et donc les siennes. Il est d'autant plus favorable à ce programme qu'il estime qu'« une pensée de médiation a présidé à l'élaboration du manifeste⁶⁵ ». Ce revirement tient en outre en grande partie à l'influence d'Henri Morel, comme ce dernier le confie à son supérieur au deuxième bureau : « L'Ambassadeur, avec qui j'avais eu quelques divergences de vues au moment de la crise, s'est peu à peu rallié à ma manière de voir que les faits ont confirmée⁶⁶. » Mais c'est certainement les événements de l'été 1938 qui achèvent d'ancrer à nouveau Labonne au camp républicain. En effet, la diminution de l'influence

60. Julián Zugazagoitia, *Guerra y vicisitudes de los españoles*, Barcelone, Tusquets, 2001, pp. 411 sq.

61. CADN, Madrid, B, 591, tél. n°s 251 à 258 de Labonne au Département, 6 avril 1938.

62. *Ibid.*, tél. n°s 265 à 272 de Labonne au Département, 8 avril 1938.

63. *Ibid.*, 589, dépêche n° 212 de Labonne au Département, 30 avril 1938.

64. *Ibid.*, 591, tél. n°s 261 à 263 de Labonne au Département, 7 avril 1938.

65. *Ibid.*, 585, dépêche n° 214 de Labonne au Département, 1^{er} mai 1938.

66. SHD, EMA, 7N 2755, lettre de Morel au lieutenant-colonel Gauché, 21 mai 1938.

du PCE que croit discerner le diplomate, ainsi que l'offensive sur l'Ebre, qui démontre les capacités de résistance des républicains, puis le rejet du plan de retrait des combattants étrangers par le général Franco en dépit des concessions du gouvernement espagnol, jouent alors un rôle déterminant dans son revirement⁶⁷.

Néanmoins, l'heure n'est plus au soutien de la République, puisque Georges Bonnet, arrivé à la tête du Quai d'Orsay le 10 avril 1938, entreprend aussitôt une politique de rapprochement avec les insurgés dont la fermeture de la frontière catalane, le 13 juin 1938, fait partie intégrante⁶⁸. Une politique que le pessimisme de Labonne a pu, en son temps, favoriser. Le diplomate français, prisonnier du cadre de la non-intervention, ne dispose guère alors de levier pour s'opposer à cette nouvelle politique. Au moment de la fermeture imminente de la frontière, il ne peut que prévenir son homologue espagnol « qu'il faudra se faire à l'idée qu'il faudra fermer la frontière⁶⁹ ». Et même à l'été 1938, quand son revirement en faveur de la République se fait réellement sentir, il n'a d'autre option que de défendre à nouveau l'idée d'une médiation internationale face au rapprochement avec les insurgés :

Si l'on tient en effet pour certain le triomphe du général Franco, si on l'admet comme prémisses, il est évidemment superflu d'envisager une médiation. [...]

Cependant, pour la France, un arrangement mettant fin aussi vite que possible au drame espagnol, à ses menaces contre la paix, une composition favorisant un régime ayant au moins des analogies avec le nôtre, par suite des sympathies envers nous, c'est-à-dire un régime évitant le triomphe des extrêmes, ne doivent-ils pas être la base même de nos préoccupations stratégiques et politiques⁷⁰ ?

Labonne cherche donc à promouvoir une autre solution que l'envoi – qui échoue de peu – d'André Malvy en Espagne insurgée⁷¹. Mais il faut attendre les lendemains de la crise de Munich pour que l'ambassadeur aille jusqu'à remettre en cause, de manière voilée, la politique de non-intervention, afin de favoriser, encore une fois, une médiation internationale :

Et s'il est vraisemblable d'admettre que l'effort de conciliation puisera sa chance majeure dans une certaine balance des armes et des moyens il devient opportun d'apporter maintenant aux républicains quelques concours compatibles avec notre politique générale, avec notre situation financière, avec nos besoins militaires et, très strictement, en demeurant dans le cadre de la non-intervention⁷².

67. CADN, Madrid, B, 585, tél. n° 569 de Labonne au Département, 28 juillet 1938 ; AMAE-La Courneuve, fonds des Papiers 40, reconstitution Fouques-Duparc, 20, tél. n°s 615 à 617 d'Eirik Labonne au Département, Barcelone, 22 août 1938.

68. Michel Catala, « L'attitude de la France face à la Guerre d'Espagne : l'échec des négociations pour la reconnaissance du gouvernement franquiste en 1938 », *Mélanges de la Casa Velázquez*, 1993, n° 29-3, pp. 243-262. La fermeture de la frontière avec l'Espagne républicaine est en effet l'une des conditions des insurgés pour l'envoi d'un représentant français à Burgos.

69. AHN, Pascua, 1.2, lettre de Marcelino Pascua à Julio Álvarez del Vayo, Paris, 7 juin 1938.

70. CADN, Madrid, B, 587, dépêche n° 409 de Labonne au Département, 27 août 1938.

71. Michel Catala, *op. cit.*, p. 21.

72. CADN, Madrid, B 585, dépêche n° 476, de Labonne au Département, 2 octobre 1938.

Ce que suggère Labonne, c'est le retour à une forme de non-intervention « relâchée » telle que Léon Blum et Camille Chautemps la pratiquaient. Cependant, l'heure est au rapprochement avec les insurgés et à l'abandon progressif de la République. Aussi Georges Bonnet annonce-t-il à Labonne son remplacement par Jules Henry, son ancien chef de cabinet, le 22 octobre 1938⁷³. Et ce n'est, semble-t-il, qu'après son départ de l'ambassade que le diplomate s'oppose publiquement et frontalement à la politique espagnole de Georges Bonnet, estimant que la « politique française vis-à-vis de l'Espagne républicaine est une profonde erreur⁷⁴ ».

CONCLUSION

Quand Eirik Labonne prend son poste en Espagne républicaine en octobre 1937, il est confronté à une situation exceptionnelle induite tant par la guerre civile que par le bilan désastreux de son prédécesseur. L'une de ses premières tâches consiste alors à réorganiser de fond en comble l'ambassade afin de la remettre au centre des relations franco-espagnoles et à la tête de la représentation diplomatique et consulaire. En outre, après une première année de guerre marquée par des tensions franco-espagnoles récurrentes, il doit renouer avec le gouvernement républicain pour obtenir des avancées sur des dossiers clés qui intéressent l'ambassade, ce qu'il parvient à faire avec succès.

Mais du point de vue politique, son action est marquée par un flagrant échec et se révèle particulièrement néfaste pour la République espagnole. En tant qu'exécutant d'une politique décidée à Paris, il est en effet placé dans une position de « second rôle » et tenu par les cadres très contraignants de la non-intervention et de l'option médiatrice qui a présidé à sa nomination à Barcelone. Pour autant, le diplomate en poste à l'étranger n'est pas seulement un exécutant, il est aussi une source d'information essentielle pour le gouvernement et le Quai d'Orsay. Par ses communications régulières, par sa prise sur les événements en Espagne, Labonne est en position d'exercer une influence sur la politique espagnole de la France et de retrouver une certaine marge de manœuvre face aux cadres qui le contraignent. Mais encore faut-il qu'il en ait la volonté. Or, Labonne est clairement convaincu de la nécessité de respecter la non-intervention et de régler le conflit espagnol par une médiation internationale, au point de provoquer une crise ministérielle dans son pays de résidence à un moment critique où le gouvernement Negrín cherche désespérément à rétablir la situation militaire en obtenant une aide matérielle de la France. Et,

73. AMAE-La Courneuve, Dossier Labonne, tél. n° 543 de Georges Bonnet à Labonne, Paris, 22 octobre 1938.

74. AGA, fonds Burgos, R. 832(1), rapport n° 40664 de la direction du Servicio de Información y Policía Militar (SIPM), Burgos, 23 décembre 1938.

quand il perçoit l'abandon progressif, par Paris, de la République au profit des insurgés, que ses positions contradictoires à l'égard du gouvernement espagnol ont pu favoriser, il est alors confronté à une autre difficulté : comment, en tant que diplomate nécessairement subordonné à son ministre de tutelle, s'opposer à une orientation politique qu'il ne partage pas ? Il choisit l'approche subtile de la « contreproposition modérée » – celle de la médiation contre la reconnaissance de Franco – et finalement une certaine forme d'autocensure comme le suggère le lieutenant-colonel Henri Morel lorsqu'il confie à un officier républicain que Labonne « n'osait jamais manifester clairement ses sympathies dans les rapports qu'il remettait à son Ministère craignant de se heurter à “ceux de Paris”⁷⁵ ». Une pudeur – en partie – fatale à la République espagnole...

Nathan ROUSSELOT
Université de Nantes

75. AGA, Barcelona, RE.149, rapport du Servicio de Información Militar (SIM) sur « M. Henry, nouvel ambassadeur de France », sans lieu ni date ni signature.